

Paris La Défense, le 6 mars 2018

Résultats annuels 2017

- Prises de commandes : 14,9 Mds€, en baisse organique¹ de 9%
- Chiffre d'affaires : 15,8 Mds€, en croissance organique de 7,2%
- EBIT² : 1 543 M€, en croissance de 14% (+16% en variation organique)
- Dépassement de tous les objectifs 2017
- Résultat net ajusté, part du Groupe² : 982 M€, en hausse de 9%
- Résultat net consolidé, part du Groupe : 822 M€, en baisse de 13%
- Free cash-flow opérationnel² : 1 365 M€, 139% du résultat net ajusté
- Dividende³ de 1,75€, en hausse de 9%
- Bon avancement du projet d'acquisition de Gemalto
- Objectifs 2018 : croissance organique du chiffre d'affaires de 4 à 5%⁴
EBIT compris entre 1 620 et 1 660 M€

Le Conseil d'administration de Thales (Euronext Paris : HO) s'est réuni le 5 mars 2018 pour arrêter les comptes de l'exercice 2017⁵.

A cette occasion, Patrice Caine, Président-directeur général, a déclaré : « 2017 a été une nouvelle année record pour Thales. Le Groupe a dépassé tous ses objectifs financiers annuels. Comme prévu, les prises de commandes se sont maintenues à un niveau élevé, comparable à celui de 2016 si l'on fait abstraction du contrat exceptionnel lié au Rafale en Inde, enregistré en septembre 2016. Pour la deuxième année consécutive, la croissance organique du chiffre d'affaires a dépassé 5%, portée par l'ensemble des activités. A 9,8%, un niveau jamais atteint par le Groupe, la rentabilité opérationnelle se trouve dans le haut de la fourchette des objectifs fixés en avril 2014. »

« Cette performance financière a été rendue possible par le dynamisme de notre action commerciale, la poursuite de nos plans d'amélioration de la compétitivité, le développement de notre innovation technologique et, plus globalement, par la mobilisation des 65 000 collaborateurs du Groupe, que je remercie au nom du Conseil d'Administration. »

« En parallèle, Thales prépare le futur et accélère sa stratégie de développement : en 2017, nous avons augmenté de 9% nos investissements en R&D et avons renforcé nos expertises en intelligence artificielle, avec la création d'un nouveau centre de recherche dans ce domaine, et dans le big data, grâce à l'acquisition de Guavus, pionnier du big data en temps réel. »

¹ Dans ce communiqué, « organique » signifie « à périmètre et taux de change constants ».

² Mesures à caractère non strictement comptable, voir définitions en annexe, page 13. Les définitions de l'EBIT et du résultat net ajusté ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2016 pour exclure les charges enregistrées au sein du résultat opérationnel courant qui sont directement liées aux regroupements d'entreprises. Ces ajustements s'élèvent à 18 M€ sur l'EBIT et à 12 M€ sur le résultat net ajusté 2017 (respectivement 19 M€ et 12 M€ en 2016).

³ Proposé à l'assemblée générale du 23 mai 2018.

⁴ Par rapport au chiffre d'affaires 2017 retraité de l'application de la norme IFRS 15.

⁵ A la date de ce communiqué, les procédures d'audit des comptes ont été effectuées et le rapport des commissaires aux comptes est en cours d'émission.

« Nous préparons activement l'acquisition de Gemalto, qui devrait se conclure au deuxième semestre 2018. Ce projet consolidera notre position de leader de la transformation digitale de nos métiers et de nos clients, et nous permettra de construire un leader mondial du marché de la sécurité digitale. »

Chiffres clés

Les **nouvelles commandes** de l'exercice 2017 s'établissent à **14 920 M€** et affichent une **baisse de 10%** par rapport au niveau élevé enregistré en 2016, année qui avait bénéficié de l'entrée en carnet, au troisième trimestre 2016, de la commande de 36 avions de combat Rafale par le gouvernement indien. Le Groupe dépasse ainsi l'objectif de 14 Mds€ fixé début 2017, la bonne dynamique commerciale dans les secteurs Transport et Défense & Sécurité compensant le ralentissement des prises de commandes dans l'activité Espace. Au 31 décembre 2017, le **carnet de commandes** consolidé atteint **31 914 M€**, soit près de 2 années de chiffre d'affaires.

Le **chiffre d'affaires** s'établit à **15 795 M€**, en hausse de 6,1% à données publiées, et de **7,2% à périmètre et taux de change constants** (variation « organique »). Le chiffre d'affaires bénéficie à la fois d'un rythme de croissance élevé dans les marchés émergents¹ (croissance organique de +10,3%, supérieure à 10% pour la quatrième année consécutive) et de l'accélération de la croissance organique dans les marchés matures¹ (+5,8%, après +3,9% en 2016 et +0,5% en 2015).

<i>en millions d'euros sauf résultat par action et dividende (en euros)</i>	2017	2016	Variation totale	Variation organique
Prises de commandes	14 920	16 514	-10%	-9%
Carnet de commandes en fin de période	31 914	33 530	-5%	-3%
Chiffre d'affaires	15 795	14 885	+6,1%	+7,2%
EBIT²	1 543	1 354	+14%	+16%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	9,8%	9,1%	+0,7 pt	+0,8 pt
Résultat net ajusté, part du Groupe²	982	897	+9%	
Résultat net consolidé, part du Groupe	822	946	-13%	
Résultat net ajusté, part du Groupe, par action²	4,64	4,25	+9%	
Dividende par action³	1,75	1,60	+9%	
Free cash-flow opérationnel²	1 365	954	+43%	
Trésorerie nette en fin de période	2 971	2 366	+26%	

¹ Dans ce communiqué, les « marchés matures » incluent l'Europe, l'Amérique du nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les « marchés émergents » incluent tous les autres pays : Asie, Moyen-Orient, Amérique latine et Afrique.

² Mesures à caractère non strictement comptable, voir définitions en annexe, page 13.

³ Proposé à l'assemblée générale du 23 mai 2018.

Le Groupe affiche pour 2017 un **EBIT de 1 543 M€ (9,8% du chiffre d'affaires)**, contre 1 354 M€ (9,1% du chiffre d'affaires) en 2016, en hausse de 14%. Tous les secteurs opérationnels contribuent à cette hausse et améliorent leur marge d'EBIT.

Le Groupe dépasse ainsi nettement les objectifs financiers fixés pour 2017, qui étaient d'enregistrer des prises de commandes d'environ 14 Mds€, de réaliser un chiffre d'affaires en croissance organique de l'ordre de 5% par rapport à 2016, et de générer un EBIT compris entre 1 480 et 1 500 M€, en hausse de 9 à 11% par rapport à 2016, sur la base du périmètre et des taux de change de février 2017.

A **982 M€**, le **résultat net ajusté, part du Groupe** progresse de **9%**, cette hausse étant limitée par des éléments exceptionnels liés aux réformes fiscales en France et aux Etats-Unis.

Le **résultat net consolidé, part du Groupe** s'élève à **822 M€**. Il enregistre une baisse de **13%**, affecté par la forte baisse des plus-values sur cessions d'activités.

A **1 365 M€**, contre 954 M€ en 2016, le **free cash-flow opérationnel** atteint un niveau record, bénéficiant de la hausse du résultat net ajusté, d'une légère baisse des investissements d'exploitation (431 M€ contre 472 M€ en 2016) et d'une combinaison d'éléments ayant amélioré la variation du Besoin en Fonds de Roulement. Au 31 décembre 2017, la **trésorerie nette** atteint **2 971 M€**, en hausse de plus de 600 M€ par rapport au 31 décembre 2016.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration a décidé de proposer la distribution d'un **dividende de 1,75 €** par action, en hausse de 9% par rapport à 2016.

Prises de commandes

<i>en millions d'euros</i>	2017	2016	Variation totale	Variation organique
Aérospatial	5 200	5 872	-11%	-11%
Transport	1 780	1 504	+18%	+20%
Défense & Sécurité	7 883	9 063	-13%	-12%
Total – secteurs opérationnels	14 863	16 439	-10%	-9%
Autres	57	75		
Total	14 920	16 514	-10%	-9%
Dont marchés matures ¹	10 824	10 138	+7%	+7%
Dont marchés émergents ¹	4 095	6 376	-36%	-35%

Les **nouvelles commandes** de l'exercice 2017 s'élèvent à **14 920 M€**, en **baisse de 10%** par rapport à 2016 (-9% à périmètre et taux de change constants²). Le ratio des prises de commandes rapportées au chiffre d'affaires (« **book-to-bill** ») s'élève à **0,94** contre **1,11** en 2016 et **1,34** en 2015, années marquées par un volume exceptionnel de grands contrats, avec en particulier l'enregistrement de 6 commandes majeures³.

¹ Marchés matures : Europe, Amérique du nord, Australie, Nouvelle-Zélande ; marchés émergents : tous les autres pays. Voir page 18.

² Compte tenu d'un effet change négatif de 142 M€ et d'un effet périmètre net positif de 5 M€, principalement lié à la consolidation de l'activité opto-électronique de RUAG au 1^{er} janvier 2017 (secteur Aérospatial), des sociétés Vormetric au 16 mars 2016 et Guavus au 12 septembre 2017 (secteur Défense & sécurité), compensés par la cession de l'activité de gestion d'identité, effective le 9 mai 2017 (secteur Défense & sécurité).

³ D'un montant unitaire supérieur à 500 M€.

Le Groupe dépasse l'objectif de 14 Mds€ fixé début 2017, la bonne dynamique commerciale dans les secteurs Transport et Défense & Sécurité compensant le ralentissement des prises de commandes dans l'activité Espace.

Le **carnet de commandes** consolidé se maintient à un niveau élevé, **31,91 Mds€** au 31 décembre 2017, en augmentation de 7,4 Mds€ (30%) depuis le lancement du plan Ambition 10 (24,47 Mds€ au 31 décembre 2013).

Thales engrange **19 grandes commandes d'un montant unitaire supérieur à 100 M€**, pour un montant total de 2 915 M€ :

- Un contrat enregistré au premier trimestre, couvrant la fourniture d'un satellite de télécommunications à l'opérateur russe Gazprom Space System ;
- Sept grandes commandes enregistrées au deuxième trimestre :
 - La fourniture de systèmes de multimédia de bord (IFE) à une grande compagnie aérienne
 - La réalisation d'un satellite très haut débit (V-HTS) pour le compte d'Inmarsat
 - La prise en carnet de l'exploitation et de la maintenance des systèmes de sûreté, d'information et de communication critiques du nouveau siège du ministère français des armées
 - Un contrat dans le cadre du développement et de la construction de cinq frégates de taille intermédiaire (FTI) pour la Marine nationale française
 - La part de Thales dans la production des premiers véhicules blindés du programme Scorpion, pour le ministère français des armées
 - La fourniture de « pods » de reconnaissance AREOS à un client militaire
 - La livraison de plusieurs systèmes et capteurs à la marine d'un pays émergent
- Trois grandes commandes enregistrées au troisième trimestre :
 - Un contrat complémentaire dans le cadre du développement et de la construction des frégates de taille intermédiaire (FTI) pour la Marine nationale française
 - La notification d'un avenant au contrat de développement du programme Contact (communications numériques tactiques) pour le ministère français des armées
 - La vente d'un système de défense aérienne intégré à un pays d'Asie
- Huit grandes commandes enregistrées au quatrième trimestre :
 - Une nouvelle tranche du programme de construction de 6 satellites d'observation météorologique « Meteosat Third Generation », pour le compte de l'ESA et de l'EUMETSAT
 - La modernisation de la signalisation et des systèmes de télécommunication d'un des principaux axes ferroviaires en Egypte
 - L'extension d'un projet de signalisation pour l'un des plus grands métros mondiaux
 - Un contrat complémentaire dans le cadre de la commande de 36 avions de combat Rafale par le gouvernement indien
 - Un contrat de support opérationnel aux systèmes de défense aérienne européens, pour le compte de l'OCCAR, dans le cadre de la joint-venture Eurosam
 - La prise en carnet du support du programme « Voyager » des avions ravitailleurs de l'armée de l'air du Royaume-Uni
 - La deuxième partie du contrat de soutien en service des systèmes de capteurs de la Marine du Royaume-Uni (contrat SSOP)
 - Une tranche du marché d'approvisionnement logistique de consommables aéronautiques pour les forces armées françaises (programme LORCA)

Les prises de commandes d'un montant unitaire inférieur à 100 M€ sont en croissance de 1% par rapport à 2016.

Du point de vue géographique¹, les prises de commandes sont naturellement en recul dans les marchés émergents (4 095 M€, -36%), l'Asie ayant bénéficié en 2016 de l'enregistrement de la commande des avions de combat Rafale par l'Inde, et le Moyen-Orient, de deux grandes commandes². Les prises de commande dans les marchés matures s'inscrivent en croissance (10 824 M€, +7%), tirées en particulier par la France (+28%) et le Royaume-Uni (+15%).

Les prises de commandes du secteur **Aérospatial** sont en baisse, à **5 200 M€** contre 5 872 M€ en 2016 (-11%). Les commandes d'avionique, aussi bien civiles que militaires, sont particulièrement dynamiques. Le multimédia de bord (IFE) maintient une solide performance commerciale, aussi bien dans le domaine des systèmes multimédia traditionnels que dans la connectivité. Les prises de commandes de l'activité Espace sont toutefois en retrait significatif, affectées par l'attente des opérateurs de satellites de télécommunications, et par une base de comparaison élevée dans le domaine institutionnel (observation, exploration, navigation).

Les prises de commandes du secteur **Transport** s'établissent à **1 780 M€**, en hausse de 18% par rapport à 2016, portées par une dynamique solide aussi bien dans la signalisation urbaine que dans la signalisation pour les grandes lignes.

A **7 883 M€**, les prises de commandes du secteur **Défense & Sécurité** affichent une baisse de **13%** qui s'explique par l'enregistrement, en 2016, du contrat liés à la commande des avions de combat Rafale par l'Inde. Si l'on fait abstraction de ce contrat « hors-normes », les prises de commandes de ce secteur ressortent en hausse, bénéficiant d'une bonne dynamique commerciale dans la quasi-totalité des activités.

Chiffre d'affaires

<i>en millions d'euros</i>	2017	2016	Variation totale	Variation organique
Aérospatial	5 985	5 812	+3,0%	+3,6%
Transport	1 761	1 603	+9,9%	+11,2%
Défense & Sécurité	7 983	7 390	+8,0%	+9,4%
Total – secteurs opérationnels	15 729	14 805	+6,2%	+7,3%
Autres	66	80		
Total	15 795	14 885	+6,1%	+7,2%
Dont marchés matures ³	10 913	10 395	+5,0%	+5,8%
Dont marchés émergents ³	4 882	4 490	+8,7%	+10,3%

¹ Voir tableau page 15.

² Equipement des futurs Boeing 777X d'Emirates en systèmes de multimédia de bord, ainsi que la signalisation de l'extension du métro de Dubai.

³ Marchés matures : Europe, Amérique du nord, Australie, Nouvelle-Zélande ; marchés émergents : tous les autres pays. Voir tableau page 18.

Le **chiffre d'affaires** de l'année 2017 s'établit à **15 795 M€**, contre 14 885 M€ en 2016, en hausse de 6,1% à données publiées, et de **7,2% à périmètre et change constants**¹ (variation « organique »), tiré par une bonne dynamique dans la quasi-totalité des activités.

Comme attendu, le chiffre d'affaires connaît une nette accélération au quatrième trimestre² (+12,5% en données publiées, +14,8% organique), portée par une base de comparaison faible et des effets de phasage entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2017.

Du point de vue géographique³, cette bonne performance s'explique à la fois par la poursuite de la forte croissance dans les marchés émergents (+10,3%), supérieure à 10% pour la quatrième année consécutive, et par l'accélération de la croissance organique dans les marchés matures (+5,8% après +3,9% en 2016 et +0,5% en 2015). Les marchés émergents représentent ainsi 31% du chiffre d'affaires du Groupe, contre 30% en 2016 et 23% en 2013, année précédant le lancement du plan Ambition 10.

Le chiffre d'affaires du secteur **Aérospatial** s'élève à **5 985 M€**, en hausse de 3,0% par rapport à 2016 (+3,6% à périmètre et change constants). Les activités d'avionique pour avions commerciaux restent dynamiques, tirées en particulier par la croissance des livraisons de systèmes d'avionique à Airbus. Le multimédia de bord est affecté par une base de comparaison élevée et enregistre ainsi une légère baisse de son chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires de l'activité Espace affiche une forte croissance, bénéficiant de la montée en puissance des contrats signés en 2014 et 2015, aussi bien dans les activités d'observation que dans celles de télécommunications. Le chiffre d'affaires des autres activités du secteur est en baisse, la croissance des activités d'entraînement et de simulation ne compensant pas la baisse des ventes de tubes d'amplification, affectées par le ralentissement du marché mondial du satellite.

Le secteur **Transport** enregistre un chiffre d'affaires de **1 761 M€**, en hausse de 9,9% par rapport à 2016 (+11,2% à périmètre et change constants). Cette croissance traduit l'avancement des grands projets de signalisation urbaine gagnés en 2015 et 2016 (Doha, Dubai, Hong-Kong, Londres). La forte hausse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre n'est pas représentative de la dynamique de cette activité ; elle reflète une base de comparaison faible et des effets de phasage entre le troisième et quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires du secteur **Défense & Sécurité** atteint **7 983 M€**, en hausse de 8,0% par rapport à 2016 (+9,4% à périmètre et change constants). La quasi-totalité des activités contribue à cette dynamique. L'activité Systèmes Terrestres et Aériens bénéficie d'une activité particulièrement élevée en optronique, dans l'électronique de missile, en gestion du contrôle aérien, et dans les véhicules protégés, avec la montée en charge du contrat de fourniture des véhicules Hawkei à l'armée australienne. L'activité Systèmes de Mission de Défense enregistre une forte croissance dans les systèmes pour les avions de combat, portée par les 3 grands contrats Rafale en Égypte, au Qatar et en Inde. En dépit d'une dynamique favorable dans la cyber-sécurité ainsi que dans les réseaux et systèmes d'infrastructures militaires, l'activité Systèmes d'Information et de Communication Sécurisés enregistre une croissance plus limitée, notamment suite à la fin de plusieurs grands contrats de protection d'infrastructures critiques.

¹ Compte tenu d'un effet change négatif de 145 M€ et d'un effet périmètre net positif de 2 M€, principalement lié à la consolidation de l'activité opto-électronique de RUAG au 1^{er} janvier 2017 (secteur Aérospatial), des sociétés Vormetric au 16 mars 2016 et Guavus au 12 septembre 2017 (secteur Défense & sécurité), compensés par la cession de l'activité de gestion d'identité, effective le 9 mai 2017 (secteur Défense & sécurité). La décomposition de ces effets par trimestre figure page 19.

² Voir tableau page 19.

³ Voir tableau page 18.

Comme attendu, le chiffre d'affaires du secteur Défense & Sécurité enregistre une forte croissance au quatrième trimestre¹ (+19,4% à données publiées, +22,1% organique), liée au phasage des contrats et à une base de comparaison favorable.

Résultats

EBIT en millions d'euros	2017	2016	Variation totale	Variation organique
Aérospatial	601	571	+5%	+7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,0%</i>	<i>9,8%</i>	<i>+0,2 pt</i>	<i>+0,3 pt</i>
Transport	72	11	x6,3	x6,3
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,1%</i>	<i>0,7%</i>	<i>+3,4 pt</i>	<i>+3,3 pt</i>
Défense & Sécurité	869	787	+10%	+13%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,9%</i>	<i>10,7%</i>	<i>+0,2 pt</i>	<i>+0,3 pt</i>
Total – secteurs opérationnels	1 542	1 370	+13%	+15%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>9,8%</i>	<i>9,3%</i>	<i>+0,5 pt</i>	<i>+0,6 pt</i>
Autres – hors Naval Group	(47)	(49)		
Total – hors Naval Group	1 495	1 321	+13%	+15%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>9,5%</i>	<i>8,9%</i>	<i>+0,6 pt</i>	<i>+0,7 pt</i>
Naval Group (quote-part à 35%)	48	34		
Total	1 543	1 354	+14%	+16%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>9,8%</i>	<i>9,1%</i>	<i>+0,7 pt</i>	<i>+0,8 pt</i>

Le Groupe affiche pour 2017 un EBIT² de **1 543 M€**, soit **9,8%** du chiffre d'affaires, contre 1 354 M€ (9,1% du chiffre d'affaires) en 2016. L'EBIT progresse de 14% à données publiées, et de 16% en variation organique. Par rapport à 2013, année précédant le lancement du plan stratégique Ambition 10, il est ainsi en hausse de 53% (+50% en variation organique).

Le secteur **Aérospatial** enregistre un EBIT de **601 M€ (10,0%** du chiffre d'affaires), comparé à 571 M€ (9,8% du chiffre d'affaires) en 2016. La marge d'EBIT progresse notamment dans les activités avionique de cockpit et spatiales, tout en soutenant une accélération des investissements de R&D. La rentabilité reste cependant sous pression au sein de l'activité de tubes et de systèmes d'imagerie, affectée par le ralentissement du marché mondial de la construction de satellites.

L'EBIT du secteur **Transport** poursuit sa forte progression et atteint **72 M€ (4,1%** du chiffre d'affaires), contre 11 M€ (0,7% du chiffre d'affaires) en 2016. Cette évolution est parfaitement en ligne avec le plan de redressement mis en œuvre depuis mi-2015, les contrats à marge faible ou nulle pesant encore sur la rentabilité. La poursuite des efforts de transformation et la fin progressive des contrats à faible marge

¹ Voir tableau page 19.

² Mesure à caractère non strictement comptable, cf. définition en annexe, page 13.

doivent permettre à cette activité de retrouver ses niveaux de rentabilité historiques à l'horizon 2018/2019.

L'EBIT du secteur **Défense & Sécurité** atteint **869 M€ (10,9%** du chiffre d'affaires), comparé à 787 M€ en 2016 (10,7% du chiffre d'affaires). Comme en 2016, la marge d'EBIT de ce secteur s'améliore organiquement de 0,3 point, portée par la croissance de l'activité, un bon contrôle des coûts et une baisse des charges de restructuration.

La contribution de **Naval Group** à l'EBIT s'élève à **48 M€** en 2017, contre 34 M€ en 2016, portée par l'amélioration de la rentabilité opérationnelle dans le naval de défense (incluant cependant quelques éléments non récurrents), partiellement compensée par l'enregistrement d'une dépréciation d'actifs dans les énergies marines renouvelables.

A **5 M€** en 2017 contre 6 M€ en 2016, le montant des **intérêts financiers nets** reste faible. Les **autres résultats financiers ajustés**¹ s'élèvent à **-29 M€**, contre -10 M€ en 2016, principalement sous l'effet de la baisse du résultat de change ajusté. Le **résultat financier sur retraites et avantages à long terme ajusté**¹ est stable (**-63 M€** contre -66 M€ en 2016), la hausse des engagements entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} janvier 2017 étant compensée par la baisse des taux d'actualisation.

La **charge d'impôt ajustée**¹ s'élève à -403 M€ en 2017 contre -314 M€ en 2016, soit 31,0% du résultat net ajusté avant impôt sur les bénéficiaires et quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence. Cette hausse du taux effectif d'imposition s'explique par 3 éléments exceptionnels, sans impact net sur la trésorerie, représentant une charge de 66 M€ :

- la suppression par la France de la taxe de 3% due au titre des distributions de dividendes, qui est compensée par la contribution exceptionnelle d'impôt mise en place par le gouvernement,
- l'impact estimé de l'approbation par le parlement français d'une réduction progressive du taux d'imposition sur les sociétés, qui baissera de 34,43% en 2018 à 25,83% en 2022, et
- l'impact estimé de la baisse du taux fédéral d'imposition aux Etats-Unis, qui passe de 35% à 21% à compter du 1^{er} janvier 2018, suite à l'approbation du « Tax Cuts and Jobs Act ».

Sans ces 3 éléments exceptionnels, le taux effectif d'imposition se serait élevé à 26%, comme en 2016.

Le **résultat net ajusté, part du Groupe**² s'élève ainsi à **982 M€**, contre 897 M€ en 2016, en hausse de **9%**.

Le **résultat net ajusté, part du Groupe, par action**¹ ressort à **4,64 €**, également en hausse de **9%** par rapport à 2016 (4,25 €). Sans les 3 éléments fiscaux exceptionnels mentionnés ci-dessus, le résultat net ajusté, part du Groupe, par action, serait ressorti à **4,96 €**, en hausse de **14%** par rapport à 2016.

A **822 M€** contre 946 M€ en 2016, le **résultat net consolidé, part du Groupe** enregistre une baisse de **13%**, affecté par l'évolution de la ligne « résultat des cessions, variation de périmètre et autres », qui avait notamment bénéficié en 2016 des plus-values de cession sur les participations dans Hanwha Thales et dans Thales-Raytheon Systems LLC pour un montant de 206 M€.

¹ Voir tableaux pages 15 et 16

² Mesure à caractère non strictement comptable, voir définition en annexe, page 13, et tableaux pages 15 et 16

Situation financière au 31 décembre 2017

A **1 365 M€**, contre 954 M€ en 2016, le **free cash-flow opérationnel**¹ atteint un niveau record, bénéficiant de la hausse du résultat net ajusté, d'un bon contrôle des investissements d'exploitation (431 M€ contre 472 M€ en 2016) et d'une combinaison d'éléments ayant amélioré la variation du Besoin en Fonds de Roulement (223 M€ contre -63 M€ en 2016). Certains de ces éléments auront un effet négatif sur la variation du Besoin en Fonds de Roulement sur les prochains exercices. Le taux de conversion du résultat net ajusté en free cash-flow opérationnel atteint ainsi 139%.

Le solde net des acquisitions et des cessions atteint -80 M€. Il inclut principalement la sortie nette de trésorerie de 91 M€ réalisée lors de la finalisation de l'acquisition de la société américaine Guavus, un des pionniers de l'analyse « big data » en temps réel, et le produit de la cession de l'activité de gestion d'identité finalisée en mai 2017.

Au 31 décembre 2017, la **trésorerie nette** s'élève ainsi à **2 971 M€** contre 2 366 M€ au 31 décembre 2016, après la distribution de 349 M€ de dividendes (297 M€ en 2016).

A **5 326 M€** contre 4 640 M€ au 31 décembre 2016, les **capitaux propres, part du Groupe**, sont en hausse, portés par le résultat net consolidé, part du Groupe, une baisse de la provision pour engagements nets de retraites, et une valorisation plus élevée du portefeuille de dérivés de change.

Proposition de dividende

Le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires, qui seront convoqués en assemblée générale le 23 mai 2018, la distribution d'un **dividende** de **1,75 €** par action, en hausse de 9% par rapport à 2016.

S'il est approuvé, ce dividende sera détaché le 30 mai 2018 et mis en paiement le 1^{er} juin 2018. Le versement de ce dividende sera effectué intégralement en numéraire et s'élèvera à 1,30 € par action, compte tenu de l'acompte de 0,45 € par action déjà versé en décembre 2017.

Mise en œuvre de la norme IFRS 15

Au cours de l'exercice, le Groupe a poursuivi ses travaux de mise en œuvre de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Cette norme, dont l'application est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018, prévoit notamment :

- de nouveaux critères pour démontrer le transfert du contrôle progressif des biens au client et reconnaître le chiffre d'affaires à l'avancement ;
- une segmentation des contrats en obligations de prestations ;
- une mesure de l'avancement des contrats (ou obligations de prestations en cas de segmentation), sur la base de l'avancement des dépenses.

¹ Voir tableau page 17.

Les impacts de cette norme sur les principales lignes du compte de résultat ajusté 2017, le chiffre d'affaires et l'EBIT 2017 des secteurs opérationnels sont détaillés page 20.

En ce qui concerne le **chiffre d'affaires** et la **marge brute ajustée**, les écarts sont principalement dus au changement de méthode de mesure de l'avancement des contrats de long-terme. Aujourd'hui, le chiffre d'affaires et la marge des contrats sont reconnus au fur et à mesure du franchissement de jalons techniques qui attestent de l'avancement effectif d'une partie des travaux ou de la réalisation des services prévus par le contrat. Sous IFRS 15, la méthode d'avancement retenue est la méthode de l'avancement des dépenses : le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus à date rapportés à l'ensemble des coûts attendus à terminaison. Pour chaque contrat, en fonction du déroulement de l'exécution et de la nature des jalons réalisés et des coûts encourus dans la période, ce changement de méthode peut induire des décalages d'une période à l'autre dans la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge.

Ces écarts sont dus, dans une moindre mesure, au découpage de certains contrats en obligations de prestations avec des taux de marge différenciés (notamment pour les contrats combinant construction et exploitation, ou construction d'un satellite et lancement), qui peut lui aussi générer des décalages temporels de chiffre d'affaires et de marge.

Par ailleurs, l'impact de la requalification de contrats à l'achèvement est très limité. En effet, l'analyse détaillée du portefeuille de contrats a mis en évidence que cette requalification, qui aurait pu générer des décalages temporels très importants de chiffre d'affaires et de marge si elle avait porté sur un grand nombre de contrats, n'en concerne qu'un petit nombre, dont le chiffre d'affaires total représente moins de 1% du carnet de commande au 31 décembre 2016.

Si cette norme avait été applicable au 1^{er} janvier 2017, l'ensemble de ces effets se serait traduit par un retraitement négatif de 568 millions d'euros du chiffre d'affaires 2017, et de 133 millions d'euros de la marge brute ajustée, qui se serait ainsi établie à 24,4% du chiffre d'affaires (+0,0 point). La nouvelle norme n'affectant ni le chiffre d'affaires total ni la rentabilité globale des contrats, cet impact correspond uniquement à un décalage dans le temps.

L'impact de la norme sur les **coûts indirects ajustés** aurait été de -29 millions d'euros. Il correspond uniquement à l'annulation de l'activation dans les coûts à terminaison des frais d'offres encourus sur l'année, et leur reconnaissance en coûts indirects sur la période.

L'impact sur la **quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence** aurait été de -15 millions d'euros, exclusivement lié à Naval Group.

En conséquence, **l'EBIT retraité 2017** serait ressorti à 1 365 millions d'euros, 177 millions d'euros en dessous de l'EBIT publié pour la même période. La baisse de la **marge d'EBIT** (9,0% sous IFRS 15 contre 9,8% en normes actuelles) est très largement due au levier opérationnel négatif induit par la réduction du chiffre d'affaires, le taux de marge brute étant stable et les coûts indirects quasiment inchangés par la norme.

Ces montants traduisant l'impact sur le chiffre d'affaires et la marge agrégés de plusieurs milliers de contrats, ils ne sont pas représentatifs des impacts de cette norme sur les comptes des périodes postérieures.

Après retraitement, le **résultat net ajusté, part du Groupe** se serait établi à 840 M€, 142 M€ en dessous du résultat publié, reflétant le décalage temporel du chiffre d'affaires induit par la nouvelle norme.

L'application de la norme au 1^{er} janvier 2017 aurait eu un impact comparable, -142 M€, sur le **résultat net consolidé, part du Groupe**.

Point sur le projet d'acquisition de Gemalto

Le 17 décembre 2017, Thales et Gemalto (Euronext Amsterdam et Paris: GTO) ont annoncé la signature d'un accord de rapprochement incluant une offre publique en numéraire, au prix de 51€ par action coupon attaché, portant sur l'ensemble des actions Gemalto¹. Cette offre a été unanimement recommandée par le conseil d'administration de Gemalto.

La préparation de cette offre se déroule comme prévu. Le projet de document d'offre est en cours d'examen par l'Autorité néerlandaise des marchés financiers (AFM). Le processus d'obtention des autorisations réglementaires requises est également en cours. L'opération devrait être réalisée peu de temps après l'obtention de toutes les autorisations réglementaires usuelles, ce qui est envisagé pour le second semestre 2018.

L'ensemble des charges directement liées à cette opération seront exclues de l'EBIT et du résultat net ajusté 2018.

Perspectives

A compter du 1^{er} janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Afin de fournir une base de compréhension des objectifs financiers 2018, les résultats 2017 retraités de l'application de cette norme sont présentés en page 20.

En 2018, Thales devrait continuer à bénéficier de la bonne orientation de la majorité de ses marchés, l'accélération de la dynamique commerciale dans les activités militaires compensant le ralentissement du marché des satellites de télécommunication. Dans ce contexte, les prises de commandes de 2018 devraient se situer autour de 15,5 Mds€.

En dépit d'une croissance plus modérée dans l'activité aérospatiale, le chiffre d'affaires devrait enregistrer une croissance organique de 4 à 5% par rapport au chiffre d'affaires 2017 retraité de l'application de la norme IFRS 15 (15 228 M€).

¹ Valorisant les fonds propres de Gemalto à environ 4,8 Mds€.

Le Groupe poursuivra le renforcement significatif de ses investissements en R&D, en particulier dans les technologies digitales. Les dépenses de R&D autofinancées devraient ainsi être en hausse d'environ 10% par rapport à 2017.

La croissance du chiffre d'affaires, combinée aux effets du plan Ambition 10 sur la compétitivité et la différenciation des produits du Groupe, devrait conduire Thales à afficher en 2018, sur la base du périmètre et des taux de change de février 2018, un EBIT compris entre 1 620 et 1 660 M€, en hausse de 19 à 22% par rapport à l'EBIT 2017 retraité de l'application de la norme IFRS 15 (1 365 M€).

Le Groupe devrait ainsi dépasser ses deux objectifs de moyen terme : en moyenne sur les années 2016-2018, la croissance organique du chiffre d'affaires serait supérieure à 5%, et le taux de marge d'EBIT 2018 devrait être supérieur au haut de la fourchette fixée en avril 2014, 9,5 à 10% en 2017/18.

Ces perspectives financières ne prennent pas en compte le projet d'acquisition de Gemalto. Le Groupe pourra être amené à les mettre à jour selon la date de clôture effective de cette opération.

Le Groupe fera un point sur sa stratégie et fixera des objectifs financiers à moyen-terme lors d'une journée investisseurs qui se tiendra le 6 juin 2018, sur son site de Gennevilliers.

Ce communiqué peut contenir des déclarations de nature prospective. Ces déclarations constituent soit des tendances, soit des objectifs et ne sauraient être considérées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Les résultats effectifs peuvent différer sensiblement des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, tels que notamment décrits dans le Document de Référence de la société, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

A propos de Thales

Ceux qui font avancer le monde s'appuient sur Thales. Nous sommes aux côtés de ceux qui ont de grandes ambitions: rendre le monde meilleur et plus sûr. Riches de la diversité de leurs expertises, de leurs talents, de leurs cultures, nos équipes d'architectes conçoivent un éventail unique de solutions technologiques d'exception, qui rendent demain possible dès aujourd'hui. Du fonds des océans aux profondeurs du cosmos ou du cyberspace, nous aidons nos clients à maîtriser des environnements toujours plus complexes pour prendre des décisions rapides, efficaces, à chaque moment décisif. Fort de 65 000 collaborateurs dans 56 pays, Thales a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 15,8 milliards d'euros.

www.thalesgroup.com

Contacts



Thales, Relations Médias

Cédric Leurquin
+33 (0)1 57 77 86 26
cedric.leurquin@thalesgroup.com

Thales, Analystes / Investisseurs

Bertrand Delcaire
+33 (0)1 57 77 89 02
ir@thalesgroup.com

Annexes

Note méthodologique

Dans ce communiqué, les montants exprimés en millions d'euros sont arrondis au million le plus proche. Par conséquent, les sommes des montants arrondis peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux totaux reportés. Tous les ratios et variations sont calculés à partir des montants sous-jacents, qui figurent dans les états financiers consolidés.

La variation organique d'un indicateur monétaire mesure son évolution indépendamment des effets mécaniques de variation des taux de change et de périmètre du Groupe. Elle est obtenue en calculant la variation entre la valeur de cet indicateur pour l'année n-1, actualisée aux taux de change de l'année n pour les entités reportant en devises autres que l'euro, dont est déduite la valeur de l'indicateur pour les cessions réalisées au cours de l'année n, et la valeur de cet indicateur pour l'année n, dont est déduite la valeur de l'indicateur pour les acquisitions réalisées au cours de l'année n.

Secteurs opérationnels

Aérospatial	Avionique, Espace
Transport	Systèmes de Transport Terrestre
Défense & Sécurité	Systèmes d'Information et de Communication Sécurisés, Systèmes Terrestres et Aériens, Systèmes de Mission de Défense

Définition des indicateurs financiers à caractère non strictement comptable

Afin de mieux permettre le suivi et la comparabilité de ses performances opérationnelles et financières, le Groupe présente trois indicateurs clés, à caractère non strictement comptable, qui permettent d'exclure des éléments non opérationnels et/ou non récurrents. Ils sont déterminés comme suit :

- L'**EBIT**, agrégat opérationnel ajusté, correspond au résultat opérationnel courant, augmenté de la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence, avant impact des écritures relatives à l'amortissement des actifs incorporels acquis (*purchase price allocation*, « PPA ») enregistrées dans le cadre de regroupement d'entreprises. A compter du 1^{er} janvier 2016, il exclut également les autres charges enregistrées au sein du résultat opérationnel courant qui sont directement liées aux regroupements d'entreprises, événements non usuels par leur nature.

Cette définition de l'EBIT implique la définition d'autres agrégats sur le compte de résultat ajusté :

- la **marge brute ajustée**, qui correspond à la différence entre le chiffre d'affaires et le coût de l'activité, net des charges enregistrées en coût de l'activité et qui sont directement liées aux regroupements d'entreprises, événements non usuels par leur nature.
- Les **coûts indirects ajustés**, qui correspondent aux coûts indirects figurant sur le compte de résultat consolidé (frais de R&D, frais commerciaux, frais généraux et administratifs), nets des charges enregistrées sur ces lignes de coûts et qui sont directement liées aux regroupements d'entreprises, événements non usuels par leur nature.

- Le **résultat net ajusté** correspond au résultat net, sous déduction des éléments suivants, nets des effets impôts correspondants :
 - amortissement des actifs incorporels acquis (PPA) enregistrés dans le cadre de regroupements d'entreprises ;
 - charges enregistrées au sein du résultat opérationnel courant qui sont directement liées à ces regroupements d'entreprises, événements non usuels par leur nature ;
 - résultat des cessions, variations de périmètre et autres ;
 - variation de valeur des instruments dérivés de change (comptabilisés au sein des « autres résultats financiers » dans les comptes consolidés) ;
 - écarts actuariels sur les avantages à long terme (comptabilisés au sein du « résultat financier sur retraites et avantages à long terme » dans les comptes consolidés).
- Le **free cash-flow opérationnel** correspond au cash-flow net des activités opérationnelles avant contributions au titre de la réduction des déficits de financement des régimes de retraite au Royaume-Uni, et après déduction des investissements nets d'exploitation.

Il est rappelé que seuls les états financiers consolidés font l'objet d'un audit des commissaires aux comptes au 31 décembre, y compris l'EBIT dont le calcul est détaillé dans la note 2 « informations sectorielles » des états financiers consolidés, et le free cash-flow opérationnel, dont la définition et le calcul sont précisés dans la note 6.4 des états financiers consolidés. Les données financières ajustées, autres que celles fournies dans ces notes, font l'objet de travaux de vérification au titre de la lecture d'ensemble des informations du présent communiqué.

L'impact des écritures d'ajustement sur les comptes de résultat au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 est repris dans les tableaux des pages 15 et 16. Le calcul du free cash-flow opérationnel est détaillé page 17.

Calcul de l'EBIT et du résultat net ajusté – 2017

	Compte de résultat consolidé 2017	Ajustements				Compte de résultat ajusté 2017
		Amort. des actifs incorporels (PPA), charges liées*	Résultats de cessions et autres	Variation de juste valeur des dérivés de change	Ecart actuariels sur avantages long terme	
<i>en millions d'euros</i>						
Chiffre d'affaires	15 795					15 795
Coût de l'activité	(11 951)	1				(11 951)
Frais de R&D	(802)	5				(797)
Frais commerciaux	(1 041)	5				(1 036)
Frais généraux et administratifs	(550)	7				(542)
Coûts des restructurations	(81)					(81)
Amortissement des actifs incorporels acquis (PPA)	(113)	113				0
Résultat opérationnel courant	1 258					N/A
Perte de valeur sur actifs immo.**	0					0
Résultat de cession, variations de périmètre et autres	(82)		82			0
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	135	19				154
EBIT	N/A					1 543
Perte de valeur sur actifs immo.**	0					0
Coût de l'endettement financier net	5					5
Autres résultats financiers	(99)			70		(29)
Résultat financier sur retraites et avantages à long terme	(66)				3	(63)
Impôt sur les bénéfices	(264)	(85)	(29)	(24)	(1)	(403)
Résultat net	887	65	53	46	2	1 052
Intérêts minoritaires	(65)	(5)		(1)		(71)
Résultat net, part du Groupe	822	60	53	46	2	982
<i>Nombre moyen d'actions (milliers)</i>	<i>211 661</i>					<i>211 661</i>
Résultat net, part du Groupe, par action (en euros)	3,88					4,64

(*) Y compris les charges liées aux acquisitions enregistrées dans le résultat opérationnel courant. Voir définition de l'EBIT et du résultat net ajusté, page 13.

(**) Inclus dans le « résultat opérationnel après résultat des mises en équivalence » dans le compte de résultat consolidé et dans le « résultat net » dans le compte de résultat ajusté.

Calcul de l'EBIT et du résultat net ajusté – 2016

	Compte de résultat consolidé 2016	Ajustements				Compte de résultat ajusté 2016
		Amort. des actifs incorporels (PPA), charges liées*	Résultats de cessions et autres	Variation de juste valeur des dérivés de change	Ecart actuariels sur avantages long terme	
<i>en millions d'euros</i>						
Chiffre d'affaires	14 885					14 885
Coût de l'activité	(11 277)	1				(11 276)
Frais de R&D	(736)	6				(731)
Frais commerciaux	(1 023)	6				(1 017)
Frais généraux et administratifs	(544)	7				(537)
Coûts des restructurations	(101)					(101)
Amortissement des actifs incorporels acquis (PPA)	(107)	107				0
Résultat opérationnel courant	1 097					N/A
Perte de valeur sur actifs immo.**	0					0
Résultat de cession, variations de périmètre et autres	205		(205)			0
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	120	11				131
EBIT	N/A					1 354
Perte de valeur sur actifs immo.**	0					0
Coût de l'endettement financier net	6					6
Autres résultats financiers	(81)			70		(10)
Résultat financier sur retraites et avantages à long terme	(78)				12	(66)
Impôt sur les bénéfices	(256)	(58)	28	(24)	(4)	(314)
Résultat net	1 015	79	(177)	46	8	970
Intérêts minoritaires	(68)	(4)		(1)		(74)
Résultat net, part du Groupe	946	75	(177)	45	8	897
<i>Nombre moyen d'actions (milliers)</i>	<i>210 872</i>					<i>210 872</i>
Résultat net, part du Groupe, par action (en euros)	4,49					4,25

(*) Y compris les charges liées aux acquisitions enregistrées dans le résultat opérationnel courant. Voir définition de l'EBIT et du résultat net ajusté, page 13.

(**) Inclus dans le « résultat opérationnel après résultat des mises en équivalence » dans le compte de résultat consolidé et dans le « résultat net » dans le compte de résultat ajusté.

Calcul du free cash-flow opérationnel

<i>en millions d'euros</i>	2017	2016	Variation
Autofinancement d'exploitation avant intérêts et impôts	1 776	1 698	+78
Variation du BFR et des provisions pour risques et charges	223	(63)	+286
Versement des contributions de retraites, hors contributions au titre de la réduction des déficits au Royaume-Uni	(121)	(102)	-19
Intérêts financiers nets versés	8	(8)	+16
Impôt sur les bénéfices payés	(91)	(99)	+9
Cash-flow net des activités opérationnelles, avant contributions au titre de la réduction des déficits de financement des retraites au Royaume-Uni	1 796	1 426	+369
Investissements nets d'exploitation	(431)	(472)	+41
Free cash-flow opérationnel	1 365	954	+411
Solde net des (acquisitions)/cessions	(80)	(94)	+15
Contributions au titre de la réduction des déficits de financement des retraites au Royaume-Uni	(82)	(88)	+6
Dividendes distribués	(349)	(297)	-52
Change et autres	(248)	(87)	-162
Variation de la trésorerie nette	606	388	+218

Prises de commandes par destination – 2017

<i>en millions d'euros</i>	2017	2016	Variation totale	Variation organique	Poids 2017 en %
France	4 503	3 509	+28%	+29%	30%
Royaume-Uni	1 153	1 003	+15%	+21%	8%
Autres pays d'Europe	2 919	3 646	-20%	-20%	20%
Sous-total Europe	8 574	8 159	+5%	+6%	57%
Etats-Unis et Canada	1 579	1 216	+30%	+31%	11%
Australie et Nouvelle-Zélande	671	764	-12%	-12%	4%
Total marchés matures	10 824	10 138	+7%	+7%	73%
Asie	2 097	3 708	-43%	-43%	14%
Proche et Moyen-Orient ¹	1 206	1 674	-28%	-27%	8%
Reste du Monde ¹	792	994	-20%	-18%	5%
Total marchés émergents	4 095	6 376	-36%	-35%	27%
Total tous marchés	14 920	16 514	-10%	-9%	100%

Chiffre d'affaires par destination – 2017

<i>en millions d'euros</i>	2017	2016	Variation totale	Variation organique	Poids 2017 en %
France	3 840	3 581	+7,2%	+7,6%	24%
Royaume-Uni	1 352	1 272	+6,3%	+11,6%	9%
Autres pays d'Europe	3 387	3 227	+5,0%	+4,8%	21%
Sous-total Europe	8 579	8 080	+6,2%	+7,1%	54%
Etats-Unis et Canada	1 460	1 556	-6,2%	-5,4%	9%
Australie et Nouvelle-Zélande	875	759	+15,2%	+15,0%	6%
Total marchés matures	10 913	10 395	+5,0%	+5,8%	69%
Asie	2 219	2 048	+8,3%	+9,7%	14%
Proche et Moyen-Orient ¹	1 641	1 515	+8,4%	+9,6%	10%
Reste du Monde ¹	1 022	927	+10,2%	+12,8%	6%
Total marchés émergents	4 882	4 490	+8,7%	+10,3%	31%
Total tous marchés	15 795	14 885	+6,1%	+7,2%	100%

¹ Les chiffres 2016 ont été ajustés pour refléter le transfert de certains pays de la zone « Proche et Moyen-Orient » à la zone « Reste du monde » dans l'organisation du Groupe. Le total des marchés émergents est inchangé.

Prises de commandes et chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre 2017

<i>en millions d'euros</i>	T4 2017	T4 2016	Variation totale	Variation organique
Prises de commandes				
Aérospatial	2 151	2 137	+1%	+2%
Transport	804	817	-2%	+0%
Défense & Sécurité	3 117	3 315	-6%	-5%
Total – secteurs opérationnels	6 072	6 270	-3%	-2%
Autres	14	28		
Total	6 086	6 298	-3%	-2%
Chiffre d'affaires				
Aérospatial	1 917	1 914	+0,2%	+1,7%
Transport	701	557	+25,9%	+28,2%
Défense & Sécurité	2 820	2 363	+19,4%	+22,1%
Total – secteurs opérationnels	5 438	4 833	+12,5%	+14,7%
Autres	21	18		
Total	5 460	4 852	+12,5%	+14,8%

Variation organique du chiffre d'affaires par trimestre

<i>en millions d'euros</i>	CA 2016	Effet change	Impact des cessions	CA 2017	Impact des acquis.	Variation totale	Variation organique
1 ^{er} trimestre	2 732	10	0	3 058	15	+11,9%	+11,0%
2 ^{ème} trimestre	4 113	(25)	11	4 183	3	+1,7%	+2,5%
1^{er} semestre	6 846	(16)	11	7 241	19	+5,8%	+5,9%
3 ^{ème} trimestre	3 187	(45)	4	3 095	7	-2,9%	-1,6%
4 ^{ème} trimestre	4 852	(84)	23	5 460	14	+12,5%	+14,8%
2^{ème} semestre	8 039	(129)	27	8 554	21	+6,4%	+8,2%
Année complète	14 885	(145)	38	15 795	40	+6,1%	+7,2%

Chiffres clés 2017, retraité IFRS15

2017 <i>en millions d'euros sauf résultat par action (en euros)</i>	En données retraitées IFRS 15	En données publiées	Ecart	
			M€	%
Prises de commandes	14 931	14 920	+12	+0%
Carnet de commandes en fin de période	32 064	31 914	+150	+0%
Chiffre d'affaires	15 228	15 795	(568)	-4%
Marge brute ajustée¹	3 711	3 845	(133)	-3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>24,4%</i>	<i>24,3%</i>		<i>+0,0 pt</i>
Coûts indirects ajustés¹	(2 404)	(2 375)	(29)	+1%
Coûts de restructuration	(81)	(81)	-	+0%
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	139	154	(15)	-10%
EBIT¹	1 365	1 543	(177)	-11%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>9,0%</i>	<i>9,8%</i>		<i>-0,8 pt</i>
Résultat net ajusté, part du Groupe¹	840	982	(142)	-14%
Résultat net ajusté, part du Groupe, par action¹	3,97	4,64	(0,67)	-14%
Résultat net consolidé, part du Groupe	680	822	(142)	-17%

Chiffre d'affaires et EBIT 2017 par secteur opérationnel, retraités IFRS 15

2017 <i>en millions d'euros</i>	Données retraitées IFRS15			Données publiées			Ecart		
	CA	EBIT	Marge d'EBIT	CA	EBIT	Marge d'EBIT	CA	EBIT	Marge d'EBIT
Aérospatial	5 747	567	9,9%	5 985	602	10,0%	-4%	-6%	-0,1 pt
Transport	1 723	57	3,3%	1 761	72	4,1%	-2%	-21%	-0,8 pt
Défense & Sécurité	7 690	757	9,8%	7 983	869	10,9%	-4%	-13%	-1,1 pt
Total – secteurs opérationnels	15 160	1 380	9,1%	15 729	1 542	9,8%	-4%	-10%	-0,7 pt
Autres	67	-15		66	1				-
Total	15 228	1 365	9,0%	15 795	1 543	9,8%	-4%	-11%	-0,8 pt

¹ Mesures à caractère non strictement comptable, voir définitions page 13

Information à l'attention des porteurs américains d'actions Gemalto

L'Offre portera sur les titres de Gemalto, société (*public limited liability company*) de droit néerlandais et sera soumise aux règles d'information et de procédure prescrites par le droit néerlandais qui diffèrent de celles en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique. L'Offre sera ouverte aux Etats-Unis d'Amérique conformément à l'article 14(e) de l'U.S. Securities Act de 1934 tel qu'amendé (l' « U.S Exchange Act »), aux lois et règlements applicables, promulgués en vertu de ce dernier, y compris la réglementation 14E (*Regulation 14E*) (sous réserves des différentes exemptions ou dérogations prévues, le cas échéant) ainsi qu'au droit néerlandais. En conséquence, l'Offre sera soumise à des règles d'information et de procédures différentes de celles applicables aux offres lancées aux Etats-Unis d'Amérique y compris celles relatives au calendrier de l'Offre, aux procédures de règlement-livraison, de retrait, de renonciation à des conditions suspensives et de date de paiement.

Les sommes reçues par tout porteur américain d'Actions Gemalto en vertu de l'Offre sont susceptibles de constituer des transactions soumises à l'impôt aux Etats-Unis d'Amérique (fédéral et conformément au droit fiscal des Etats fédérés) ainsi qu'à d'autres impôts étrangers le cas échéant. Il est vivement recommandé que chaque porteur d'Actions Gemalto consulte immédiatement un conseil indépendant concernant les conséquences fiscales qu'emporterait l'acceptation de l'Offre.

Dans la mesure permise par les lois et règles applicables, y compris la réglementation 14e-5 (*Rule 14e-5*) de l'U.S. Exchange Act et conformément aux pratiques normales aux Pays-Bas, Thales et ses affiliés, son courtier ainsi que les affiliés de ce dernier (agissant en qualité de mandataires au nom et pour le compte de Thales et de ses affiliés), peuvent, après le communiqué de presse conjoint de Thales et Gemalto du 17 décembre 2017, directement ou indirectement, acheter tout titre qui donnerait accès immédiat ou différé au capital de Gemalto, y compris en dehors de l'Offre. Ces transactions peuvent être effectuées publiquement au prix de marché ou aux termes de transactions privées à un prix négocié. Ces transactions ne seront en aucun cas conclues à un prix supérieur au prix prévu par l'Offre. Dans l'éventualité où de telles transactions viendraient à être rendues publiques aux Pays-Bas, ces dernières seront transmises aux actionnaires de nationalité américaine de Gemalto par communiqué de presse où tout autre moyen équivalent de nature à informer lesdits actionnaires. Aucun achat de titres en dehors de l'Offre ne sera effectué par Thales ou ses affiliés en dehors de l'Offre en dehors des Etats-Unis d'Amérique. En outre, les conseillers financiers de Thales peuvent également poursuivre des activités ordinaires de négociation de cours sur des titres de Gemalto, qui peuvent comprendre des achats ou de certains arrangements en vue d'un achat de titres. Dans la mesure de ce qui requis aux Pays-Bas, toute information concernant de tels achats sera annoncée par un communiqué de presse conformément à la Section 5 paragraphe 4 ou à la Section 13 du décret néerlandais relatif aux offres publiques (*Besluit openbare biedingen Wft*) et posté sur le site web de l'Offrant à l'adresse suivante : www.thalesgroup.com.

Restrictions

La diffusion du présent communiqué de presse est susceptible de faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certains pays. En conséquence, les personnes venant à détenir ce document doivent se tenir informés et respecter de telles restrictions. Dans la mesure permise par la loi applicable, Thales et Gemalto déclinent toute responsabilité en cas de violation de telles restrictions par quelque personne que ce soit. Toute violation de ces restrictions peut constituer une violation du droit boursier dans certaines juridictions. Ni Thales, ni Gemalto, ni aucun de leurs conseils, ne pourraient être tenus responsable de la violation de telles restrictions. Tout actionnaire de Gemalto ayant des doutes sur la réglementation qui lui est applicable devrait consulter un conseil professionnel en la matière sans délai. Ce communiqué ne doit pas être publié ou distribué en ou à destination du Canada.

Énoncés prévisionnels

Ce communiqué de presse est susceptible d'inclure des énoncés prévisionnels et des formulations indiquant des tendances, tel que les mots « anticipe », « estime », « prévoit », « croit », « pourrait », « devrait », « ferait », « entend », « peut », « potentiel » et toute autre expression similaire. Ces énoncés prévisionnels sont uniquement fondés sur les informations disponibles actuellement et ne sont valables qu'à la date du présent communiqué de presse. De tels énoncés prévisionnels sont fondés sur les attentes actuelles de la direction et sont soumis à d'importants risques économiques, concurrentiels et d'affaires, incertitudes et contingences, dont nombre sont inconnus et nombre desquels Thales et Gemalto sont incapables de prévoir ou de contrôler. De tels facteurs pourraient occasionner une différence substantielle entre les résultats, performance et projets de Thales et/ou Gemalto concernant l'opération et tous futurs résultats, performance et projets exprimés ou suggérés par de tels énoncés prévisionnels. Ni Thales, ni Gemalto, ni aucun de leurs conseils, n'acceptent la responsabilité des informations financières figurant dans le présent communiqué de presse relatives à l'activité, aux opérations, aux résultats ou à la position financière de l'autre entité ou de son groupe. Nous déclinons toute obligation ou engagement de diffuser une mise à jour ou une révision de tout énoncé prévisionnel figurant dans le présent communiqué de presse afin de refléter tout changement dans les prévisions ou les événements, conditions ou circonstance sur lesquels ces énoncés sont fondés.

Autres informations et où les trouver

Ce communiqué de presse ne constitue pas et ne fait pas partie d'une offre de vente ou d'échange ou la sollicitation d'une offre d'achat ou d'échange de tous titres.

IL EST VIVEMENT RECOMMANDE AUX ACTIONNAIRES DE GEMALTO ET AUX AUTRES INVESTISSEURS DE LIRE LE DOCUMENT D'OFFRE (OFFER MEMORANDUM) (EN CE COMPRIS TOUT AMENDEMENT OU SUPPLEMENT A CE DOCUMENT) RELATIF AU PROJET D'OPERATION LORSQU'ILS SERONT DISPONIBLES DANS LA MESURE OU ILS CONTIENDRONT DES INFORMATIONS IMPORTANTES.

Les actionnaires de Gemalto pourront obtenir, sans aucun frais, une copie du document d'offre (Offer Memorandum), ainsi que les autres documents contenant des informations relatives à Thales, sur le site internet de Thales (www.thalesgroup.com). Les copies du document d'offre (Offer Memorandum) et des documents qui seront incorporés par référence dans le document d'offre (Offer Memorandum) pourront également être obtenues, sans aucun frais, en adressant une demande de document auprès du service relations investisseurs de Thales.